

Ce puissant levier du pétrole arabe

par Charles Issawi

L'idée de recourir au pétrole comme arme politique dans le conflit israélo-arabe n'est pas nouvelle. Déjà, en 1947, des porte-parole arabes nous avaient prévenus que l'appui accordé par les États-Unis à la création de l'État d'Israël pourrait compromettre leurs intérêts naissants dans le pétrole du Moyen-Orient. Et certains hommes politiques américains, dont M. James Forrestal, avaient exprimé les mêmes craintes.

La principale source d'inquiétude a été pendant longtemps non la production, que contrôlaient directement la Grande-Bretagne ou des pays favorables à l'Occident, mais plutôt le transport. Le pétrole du Moyen-Orient s'acheminait vers l'Europe par trois voies exiguës, soit le canal de Suez et les oléoducs irakien et saoudien. La guerre israélo-arabe de 1948 a entraîné la fermeture de la branche du pipeline irakien aboutissant à Haïfa, mais cette perte fut largement compensée par de nouvelles constructions. Puis, la guerre de 1956 amena la fermeture du canal et la rupture des oléoducs traversant la Syrie. Il s'ensuivit pour l'Europe une pénurie de pétrole au cours de l'hiver de 1957, mais des approvisionnements additionnels provenant de l'hémisphère occidental l'ont dépannée jusqu'à la réouverture du canal de Suez quelques mois plus tard.

La crise suivante est née de la guerre israélo-arabe de 1967. Le canal de Suez et les pipelines furent de nouveau bloqués et certains producteurs imposèrent un embargo temporaire. Grâce toutefois à la construction de super-pétroliers, stimulée par la fermeture du canal en 1956, on a été en mesure de transporter une plus vaste quantité de pétrole du golfe Persique vers l'Europe et l'Amérique en contournant le cap de Bonne-Espérance. La production de la Libye s'était d'ailleurs considérablement accrue, de sorte que la guerre de 1967 n'a eu que de légères répercussions sur le marché mondial du pétrole.

Création de l'OPEP

Jusqu'alors, seules l'Égypte et la Syrie, qui dominaient l'une le canal et l'autre les

pipelines, avaient réagi. Les producteurs arabes du golfe Persique s'étaient contentés d'imposer un embargo bref et superficiel en 1967, et ceux de l'Afrique du Nord étaient allés encore moins loin. Quant aux pays exportateurs non arabes (l'Iran, le Venezuela, le Nigéria et l'Indonésie), bien qu'ils se fussent associés aux producteurs arabes en 1960 ou ultérieurement pour former l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), ils ne se sentirent aucunement obligés d'adopter des mesures parallèles; de fait, ils accrurent très sensiblement leur production de façon à élargir leurs marchés.

Cependant, en 1970, le nouveau gouvernement révolutionnaire de Libye profita de la dépendance croissante de l'Europe à l'égard du pétrole libyen, ainsi que d'autres facteurs utiles tels que la surcharge des pétroliers, la fermeture d'un pipeline en Syrie et la réduction de la production au Nigéria par suite de la guerre civile, pour imposer une hausse de prix aux exploitants. Ce fut là le signe de ralliement des autres membres de l'OPEP qui décidèrent, à leur réunion de Téhéran en 1971, de hausser les prix et de s'octroyer une plus grande part des bénéfices. Le succès de cette démarche a clairement démontré la puissance et la cohésion de l'OPEP. Certains observateurs, dont l'auteur du présent article, en ont conclu que le prix du pétrole serait dorénavant à la hausse. Toutefois, d'autres analystes (comme M. I. Adelman, *The World Petroleum Market*, Baltimore, 1972) ont soutenu que les inté-

M. Issawi est professeur de sciences économiques et ancien directeur du Middle East Institute de l'Université Columbia. Il a aussi travaillé pendant plusieurs années au département des sciences économiques des Nations Unies. Le professeur Issawi est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Moyen-Orient, dont Egypt in Revolution (1963); Economic History of Middle East 1800-1914 (1966); Economic History of Iran (1971). L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

